Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 5, n°1 | 2001
Varia

Andrew R. Aisenberg, *Contagion. Disease, Government, and the « Social Question » in Nineteenth-Century France*, Stanford, Stanford University Press, 1999, 238 p.

Marc Renneville

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/807>
DOI : 10.4000/chs.807
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001
Pagination : 149-150
ISBN : 2-600-00607-9
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Marc Renneville, « Andrew R. Aisenberg, *Contagion. Disease, Government, and the « Social Question » in Nineteenth-Century France*, Stanford, Stanford University Press, 1999, 238 p. », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 5, n°1 | 2001, mis en ligne le 02 avril 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/807> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.807>

Un ouvrage stimulant qui, en témoignant de la réappropriation du sujet par une nouvelle génération d'historiens allemands, souligne l'extrême complexité et la diversité des ressorts du crime.

Jean-François FAYET
 Université de Genève
 j-francois.fayet@lettres.unige.ch

Andrew R. Aisenberg, *Contagion. Disease, Government, and the «Social Question» in Nineteenth-Century France*, Stanford, Stanford University Press, 1999, 238 p.

Cette nouvelle contribution à l'histoire de la contagion dans la France du XIX^e siècle procède d'une «approche discursive» inspirée de Michel Foucault. Construite sur une progression chronologique, elle débute avec le débat sur le contrôle des maladies contagieuses dans les années 1830-1840 marquées par les épidémies de choléra et les conflits sociaux (chap. 1). Elle aborde ensuite successivement les innovations du Second Empire (effets de la loi sur les logements insalubres de 1850), la reprise du débat scientifique sur la définition de la contagion dans le contexte de la pastorisation de la médecine (chap. 3), la recherche de l'origine de la contagion et de ses modes de transmission (chap. 4) pour terminer sur les mesures prises sous la Troisième République pour établir une politique de santé publique stable et durable (loi sanitaire de 1902). Il ne s'agit pas ici de relater les progrès de la science médicale. L'ouvrage n'a pas non plus l'ambition d'épuiser l'histoire des représentations de la contagion, de ses acteurs (scientifiques, littéraires, politiques, religieux...) comme de ses relations avec des objets connexes (l'imitation ou l'insurrection populaire par exemple). Le rapport de la contagion morale et physique, la pédagogie de la pathologie monstrueuse (syphilis...) l'hygiène sociale, la contagion du crime, du suicide ou de l'immoralité sont ainsi peu traités. L'objectif de l'auteur est ailleurs. Ce que vise Aisenberg à travers la question de la contagion, c'est une nouvelle interprétation de l'expérience démocratique de la Troisième République. Il part d'un constat : la contagion est devenue au tournant du siècle un argument récurrent à l'appui de tous les politiciens qui souhaitaient des réformes sociales. Or pour Aisenberg, les mesures législatives enfin prises sous la Troisième République n'expriment pas la volonté politique d'établir les catégories de liberté et d'égalité léguées par la Révolution française mais, bien au contraire, de les dépasser. Le débat sur la contagion est ainsi pris comme l'expression d'une nouvelle problématisation du rapport des droits individuels et de l'ordre social. Cette interprétation guide la relecture de questions par ailleurs bien balisées par l'historiographie (le régime de la Troisième République comme aboutissement de la Révolution française, le rapport politique/contagion, l'institutionnalisation de la santé publique et des spécialités médicales). Les sources mobilisées sont des imprimés ou des documents tirés des archives nationales et parisiennes. C'est là une limite de l'ouvrage. Paris n'est pas la France et l'analyse de la question sociale dans la ville capitale donne un maillon nécessaire mais non suffisant pour saisir l'ensemble du territoire national. La démonstration aurait donc gagné en force de conviction avec des éclairages venus des régions et des grandes villes, tant les décalages de lieux et d'échelles jouent sur

la modulation de la «question sociale». L'auteur étant attentif à maintenir un dialogue exigeant et continu avec l'historiographie, on ne peut que regretter l'absence d'une discussion argumentée des recherches de Murard et Zylberman (1996). Pour les auteurs de *L'Hygiène dans la République* en effet, l'histoire de la santé publique sous la Troisième République est celle d'une «utopie contrariée» d'un scandale et d'une «orthodoxie du néant» qui aboutit à révoquer en doute l'intérêt heuristique du concept foucaldien de «biopolitique». Comment ces deux lectures peuvent-elles s'articuler ensemble ? L'une réfute-t-elle l'autre ? De la question sociale à la question historiographique, l'interprétation reste ici ouverte...

Marc Renneville
Université Paris VII
Vincennes-Saint-Denis
Renneville@paris7.jussieu.fr

References

Murard, L., Zylberman, P., *L'hygiène dans la République : la santé publique en France ou l'utopie contrariée : 1870-1918*, Paris, Fayard, 1996.